



Un indicateur citoyen

Dans votre département la distribution des crédits pour le logement, et pour les entreprises est elle supérieure ou inférieure à la collecte des fonds ? Qui en décide ? Pourquoi pas vous...

Lettre Ap2E 2011-03/04 <http://www.ap2e.info/lettres-ap2e/>

26-27-28 Aout 2011

Université d'été Pcf

La rencontre de l'Economie Sociale et Solidaire et du communisme territorial

Pierre Laurent secrétaire national du Pcf
Sylvie Mayer responsable Economie sociale et solidaire – commerce équitable du Pcf
Patrice Bessac responsable de l'université d'été

Vous remerciant de votre participation à l'Université d'été du Parti communiste français pour poursuivre ensemble la réflexion sur le rôle et la place de l'Economie Sociale et Solidaire dans notre société et amplifier le soutien des militants, amis et élus communistes à l'ESS.

27 Août 2011

08h00 - **Rencontre de Pierre Laurent** avec les invités de l'ESS et les intervenants.

09h30.- **Economie Sociale et Solidaire, Pilier d'un projet d'alternative économique sociale et politique**, avec la participation de Pierre Laurent

Jean Michel Servet professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

11h30 – **De l'Economie sociale au développement local une question d'actualité**

Danielle Demoustier Pr IEP Grenoble – Commission scientifique du Ciriec et la participation d'acteurs locaux de l'ESS de la vallée de la Maurienne

14h30 – **Pour un communisme territorial : monnaie locale et exemple de projet social**

Jean Paul Pla Conseiller municipal délégué à l'ESS Toulouse Sol Violette, Gilles Rémignard vice-président à l'ESS communauté d'agglomération les lacs de l'Essonne.

16h30 – **Agir pour une bancassurance citoyenne et équitable ?**

Jean Pierre Caldier (Ap2E – Agir pour une Economie Equitable), Gilles Caire (responsable du master droit et développement de l'ESS Université de Poitiers, Sylvie Mayer.

Programme conçu, organisé, et animé par
Ap2E – Agir pour une Economie Equitable /
le **Guide de l'Economie Equitable**
ap2e@orange.fr
ap2e.org <http://www.ap2e.info/>

Comment atteindre le nouveau mode de développement défini lors du 34eme congrès du Pcf

« tout à la fois durable, renouvelable sur le plan écologique, générateur de nouvelles conquêtes et solidarités sociales, d'épanouissement individuel et d'émancipation humaine,... ».

Quels sont les ingrédients économiques, sociaux et politiques à mettre en œuvre dans un tel processus de transformation vers une société équitable? Il y a dans le monde, en Europe et en France des « expérimentations anticipatrices », d'autres manières de produire, d'échanger, de consommer, de financer les activités humaines.

L'économie sociale et solidaire (ESS) développée dans le monde entier recouvre en France 10 à 12% du PIB pour 8 à 10% des emplois. Elle nous propose des voies à explorer, redécouvrir et développer.

Cette journée vous permettra d'en découvrir quelques facettes, portées par des acteurs locaux, et par des chercheurs qui y consacrent toute leur activité.

Nos Régions ont besoin d'une économie sociale et solidaire !

Signé par 30 organisations et 80 personnalités, l'appel a été lancé le 21 janvier dernier et relayé par l'ensemble des réseaux de l'ESS dans les territoires régionaux.

Rencontre avec les dirigeants du Front de Gauche :

Dès le 23 février. Pierre Laurent tête de liste en Ile de France a remis les engagements des 17 listes Front de Gauche. Des listes qui avaient déjà intégré certaines des 50 propositions du Labo de l'ESS dans leurs programmes.

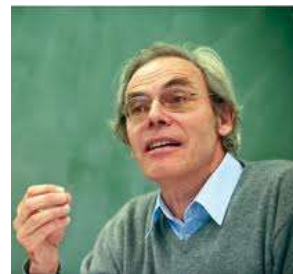
44 têtes de listes régionales se sont engagées (17 listes sur 17 Front de Gauche, 9 Europe Ecologie, 7 Parti Socialiste, 5 Modem, 2 Divers gauche, 2 UMP, 1 Alliance Ecologique Indépendante).

Après les élections régionales 1 région était dirigée par l'UMP, 21 par la Gauche. Parmi celles-ci les Vice-présidents en charge de l'ESS se répartissaient pour moitié PS, pour un gros quart Europe Ecologie, pour un petit quart Front de Gauche.

Dès lors l'ESS avait aussi sa place dans ces journées.

Economie Sociale et Solidaire, Pilier d'un projet d'alternative économique sociale et politique

avec la participation de Pierre Laurent



Jean Michel Servet

Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

. Il a été professeur à l'Université Lumière Lyon 2 (1990), directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France (1995-1997) et à l'Institut de recherche pour le développement (2001-2003). Fondateur du programme de recherche sur la microfinance en Asie du Sud du French Institute of Pondicherry en Inde. Parmi ses ouvrages, « Banquiers aux pieds nus, La microfinance » Paris, Odile Jacob, 2006 » et « Le grand renversement, de la crise au renouveau solidaire », Paris, Desclée de Brouwer, 2010

- ✓ **Militant comment dialoguer, décider et agir avec 2,2 millions de salariés et 150 millions de sociétaires décideurs et acteurs d'une autre économie ?**
- ✓ **L'ESS : quel levier pour répondre aux aspirations et contribuer à une alternative, sociale, économique, environnementale et politique ?**

« Pour s'imposer, une réorientation de la répartition suppose en amont des formes inédites de contrôle par les producteurs tant de leurs modes et outils de travail que des buts de leurs activités. Plus généralement, les citoyens doivent se réapproprier leurs conditions de vie, et ceci aux divers niveaux de décisions. Ce sont des enjeux globaux et ce sont aussi ceux des communautés de travailleurs, de producteurs et d'habitants. Sont en cause des réaffectations de ressources dans les secteurs pouvant porter aussi la création de richesse par de nouvelles productions et par de nouvelles façons de travailler et plus généralement de vivre. »

Jean Michel Servet pose quatre questions :

- Pourquoi la production d'alternatives solidaires est-elle nécessaire mais aussi possible ?
- Comment reconnaître aujourd'hui une alternative ?
- Comment identifier sa dimension solidaire ?
- Comment plus généralement travailler pratiquement à une transformation des dynamiques actuelles dans le sens d'un avenir social et humain durable qui concilie l'efficacité des activités, un respect de la justice dans la répartition et des équilibres écologiques essentiels pour les générations futures

Extraits Le grand renversement. de la crise au renouveau solidaire 2010

Une vision internationale de l'ESS, concrète, ancrée sur le quotidien, sans concessions sur le capitalisme philanthropique...



Danièle Demoustier

Institut d'Études Politiques de Grenoble, Responsable de l'Équipe de Socio-Économie Associative et Coopérative

Elle a effectué ses recherches sur le bénévolat, les associations... Aujourd'hui, elle centre ses recherches sur le rôle de l'économie sociale dans les territoires. Dans un article récent, elle étudie quatre zones d'emploi de la région Rhône-Alpes, dont l'insertion dans le système productif diffère fortement, et dans lesquelles l'ESS occupe une place et joue un rôle différencié. La comparaison fait apparaître un fort enjeu de transversalité et de mutualisation, pour que l'ESS participe pleinement à la régulation

De l'Economie Sociale au développement local : une question d'actualité..

- ✓ **Rencontrer les entreprises de l'Economie sociale et solidaire ?**
- ✓ **Comment ? Pourquoi ?**
- ✓ **Comment les mobiliser, les intégrer et les soutenir dans un développement économique local au service de la population ?**

Organisations de l'Économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire.

Danièle Demoustier contribue aux travaux du CIRIEC (Centre International de Recherches et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative)

« ...De plus en plus nombreuses sont les collectivités territoriales qui intègrent l'Économie sociale et solidaire dans leur schéma de développement économique, tandis que la structuration de l'ESS au niveau infra national s'est intensifiée dans les années récentes (Chambres régionales de l'ESS, pôles de développement de l'ESS, comités territoriaux...). Cet intérêt des Pouvoirs publics locaux pour ces entreprises repose sur leurs spécificités qui semblent bien s'accorder d'une part à la nécessité croissante de l'ancrage territorial des activités et des emplois, d'autre part à l'internalisation des questions sociales au sein même de l'activité économique... »

Des acteurs d'entreprises de la vallée de la Maurienne apporteront leur témoignage



Jean-Paul Pla

Conseiller municipal de Toulouse délégué à l'économie sociale et solidaire. Partisan d'une démocratie citoyenne à inventer,

acteur de terrain de l'ESS, il transforme ses convictions en réalité

Gilles Rémignard

Vice-président de la communauté d'agglomération « les lacs de l'Essonne » (Viry-Chatillon et Grigny) chargé de l'Agenda 21 et de l'Économie Sociale et Solidaire



Deux militants praticiens pour s'informer, échanger, concevoir, agir, mieux réussir...

Pour un communisme territorial : Monnaie locale et exemple de projet social

5.000 monnaies locales à travers le monde

- ✓ **Que penser des tentatives en France et en Europe ?**
- ✓ **Face à la crise un enjeu local pour les équipes municipales**
- ✓ **Du discours aux actes...**
- ✓ **Réussir une monnaie locale fondée sur la démocratie participative ?**

Toulouse

C'est un vieux projet de Jean-Paul Pla, qui se réalise : le lancement, avec la volonté politique de la mairie de Toulouse, d'une monnaie alternative dans la Ville rose, le « sol violette ». L'Équipe du « sol violette » va ainsi « permettre une évolution du mode de consommation des Toulousains, dans une démarche équitable et éthique ». Une monnaie éthique qui véhicule des valeurs de respect de l'environnement et de l'homme se développe.

La mise en place d'une monnaie complémentaire dans un territoire conduit à valoriser les acteurs solidaires de ce territoire. Pour les plus précaires c'est aussi d'avoir un pouvoir d'achat plus important, d'avoir accès à la culture, à une alimentation locale et saine, aux transports en commun. Ceux qui échangent leurs euros en sols obtiennent un prix avantageux dans les commerces du réseau sol et accèdent à des produits qu'ils ne pourraient s'offrir en euros. Le sol met du lien entre acteurs de l'économie sociale et solidaire et avec la population locale.

Viry Chatillon – Grigny

La Communauté d'Agglomération Les Lacs de l'Essonne (CALE) 60 000 habitants parmi les plus pauvres de l'Essonne est composée des deux villes de: Grigny PCF et Viry PG. 2010 la compétence "emploi" des villes est transférée au développement économique de la CALE qui signe un Pacte avec la Région et s'engage dans l'ESS. 2011 essaimage d'une "Fabrique à initiative" par l'AVISE, d'une Coopérative d'Activités et d'Emploi par Coopaname.

La monnaie complémentaire du territoire vise à renforcer cette dynamique. Convertible en euros, elle s'échangera entre acteurs économiques volontaires : habitants, services publics, CCAS, associations, artisans, commerçants, EIAE, PME, PMI.

Il s'agit de s'approprier la fonction d'échange de la monnaie par une orientation et une gestion décidée collectivement dans un esprit de solidarité de transparence avec un contrôle démocratique pour:

dynamiser les échanges par la relocalisation et l'accélération de la rotation de la monnaie

fidéliser les participants aux professionnels, création d'un site web

financer des projets sociaux locaux par l'affectation des revenus des placements de garantie et des revenus de reconversion et de « fonte ». (la monnaie est fondante car sa valeur est diminuée de X% si elle est épargnée au lieu d'être utilisée. Le prélèvement est affecté à un fonds pour les projets sociaux).

insuffler un esprit territorial de coopération, de confiance et de solidarité, entre les participants

valoriser l'identité locale, renforcer le sentiment d'appartenance des participants et de dignité pour ceux soutenus par les CCAS.

Agir pour une bancassurance citoyenne et équitable ?

- ✓ **Que révèlent les assemblées générales locales des banques coopératives françaises ?**
- ✓ **Quel réveil citoyen pour les « Agora endormies » que sont devenues les assemblées générales des banques coopératives françaises**
- ✓ **Comment reprendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent déposé dans les agences locales ?**
- ✓ **Quelles nouvelles formes d'actions démocratiques pour exercer notre citoyenneté économique ?**

« Le sociétaire est au cœur de nos organisations et on peut dire, comme les hommes politiques par rapport à leurs électeurs, que si nous perdons le sociétaire, tout le reste de la pyramide s'écroule. » Cette déclaration d'Etienne Pflimlin (EACB, 2007) illustre l'inquiétude actuelle des dirigeants élus des banques coopératives françaises.

Suite page 4...



Sylvie Mayer

Responsable commerce équitable et Economie sociale et solidaire du Pcf, responsable environnement du Pcf 1985 - 2000 chargée de cours à l'université d'Evry Députée européenne 1979-94, Conseillère régionale 1998-2005, Coordinatrice Ap2E

...suite page 3

Ce constat, « vu d'en bas » à travers les assemblées générales locales, est sans doute symptomatique de trois interrogations politiques de fond sur la démocratie sociétariale :

- les administrateurs sont-ils des représentants des sociétaires (ou siègent-ils en tant qu'experts, pour aviser et appuyer les gestionnaires (administrateur spécialiste) ? (La cooptation, ...augmente aussi les risques de reproduction sociale et de conformisme, voire de captation du pouvoir ...
- faut-il accepter – voire favoriser - l'émergence d'une opposition ? La plupart des dispositions statutaires semblent reposer sur l'idée que le pluralisme d'opinions stratégiques dans les Conseils d'administration serait facteur d'inefficacité, ... Mais c'est aussi renoncer à l'aiguillon d'une opposition stimulante, porteuse du point de vue de groupes de sociétaires socio-économiquement défavorisés et factrice de renouvellement du projet et des pratiques.
- l'économie sociale peut-elle construire un projet alternatif au fonctionnement financier capitaliste ? Les dirigeants élus des banques coopératives semblent avoir renoncé et partager l'idée qu'il n'y aurait qu'un seul chemin. ... Pourtant l'actualité économique et financière semble favorable à des remises en cause, à des larges débats sur la démocratisation de l'accès au crédit et à l'épargne, sur le conseil « modéré » et non le placement à tout prix de nouveaux produits, ou encore sur l'engagement dans le développement économique local...

Partager, échanger, dialoguer, créer :

nous vous proposons trois principes **Ap2E** pour nos ateliers :

- consacrer la moitié du temps aux questions
- fonder les propositions et analyses critiques sur des faits vérifiables et objectifs
- assortir toute analyse critique d'une ou plusieurs propositions



Gilles Caire
responsable
du master droit et
développement
de l'ESS Université
de Poitiers

Spécialiste en économie (protection sociale et tourisme), il s'intéresse notamment aux inégalités d'accès aux soins et de santé, ses recherches portent aussi sur la gouvernance dans les banques coopératives, sur les indicateurs régionaux de bien-être...



Jean Pierre Caldier
Sup de Co Reims,
Cadre dirigeant,
dirigeant salarié
ou propriétaire
de sociétés,
consultant,
dirigeant de mouvements
de jeunesse et associations,
(syndicat - laïques - protestantes).
Citoyen militant chrétien
Coordinateur Ap2E

Des questions Des propositions...

- Où et comment sont placés vos dépôts ?
- Quel soutien financier aux PME et PMI, artisans locaux ?
- Quel apport aux programmes de logements sociaux ?
- Qu'en est-il des frais bancaires ?
- Comment agit la banque face au surendettement ?
- Quelle parité dans les organes de décisions ?
- Quelle limitation des mandats électifs et représentatifs ?

L'expérience montre que lorsque dans une assemblée viennent ces questions, elles recueillent l'assentiment de nombreux participants. Vos élus peuvent jouer un rôle décisif en participant à ces assemblées.

En savoir plus :

<http://www.ap2e.info/bancassurance/>



Campagne 2011 objectifs...

*Reconquérir
notre pouvoir de sociétaire*

Communication

Informez le maximum de sociétaires, informez vos proches

En assemblée générale

- Poser des questions écrites avant les assemblées
- Obtenir des réponses précises sur des questions spécifiques concernant sa coopérative ou sa mutuelle
- Obtenir des précisions sur le respect de la parité, du non cumul des mandats électifs et représentatifs
- Demander + de démocratie participative et + de citoyenneté

Elus commune départements, régions

- Les informer,
- Leur demander d'agir pour inciter à participer aux assemblées, et d'y assister
- Leur demander de créer le ratio « investissement local de vos dépôts bancaires »

Questions écrites aux ministres concernés par la banque

- Relayer auprès de vos députés et sénateurs



Changement de propriétaire !

Accession à la propriété économique et juridique de leur entreprise par les salariés à la cession d'une entreprise personne morale

Un droit de préemption pour les salariés ?

En savoir plus sur l'initiative du 27/10/2011 : ap2e@orange.fr

<http://www.ap2e.info/salariés-propriétaires-1/>